



**TERRITOIRE
DE BELFORT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°90-2021-045

PUBLIÉ LE 18 JUIN 2021

Sommaire

Préfecture /

90-2021-06-18-00003 - Arrêté interdisant les concerts impromptus sur la voie publique durant la fête de la musique 2021 (2 pages)

Page 3

Préfecture

90-2021-06-18-00003

Arrêté interdisant les concerts impromptus sur la
voie publique durant la fête de la musique 2021

ARRÊTÉ N°

interdisant les concerts impromptus sur la voie publique durant la fête de la musique 2021

Le préfet du Territoire de Belfort

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-1, L. 3131-17, et L. 3136-1 ;

VU la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de la crise sanitaire ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 1er février 2021, nommant M. Christophe DUVERNE, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Territoire de Belfort ;

VU le décret du président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Jean-Marie GIRIER, préfet du Territoire de Belfort ;

VU le décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

VU le protocole sanitaire du ministère de la culture relatif à l'organisation de la fête de la musique ;

CONSIDÉRANT que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

CONSIDÉRANT le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;

CONSIDÉRANT la forte fréquentation de public habituellement constatée lors de la fête de la musique ainsi que la difficulté à mettre en œuvre les mesures sanitaires et notamment la distanciation à l'occasion des déambulations et attroupements informels générés par cet événement ;

CONSIDÉRANT que l'organisation des concerts improvisés sur la voie publique est susceptible de provoquer des regroupements de personnes, en contradiction avec l'article 3-III du décret n° 2021-699 suscité, qui limite les rassemblements sur la voie publique ou dans les lieux ouverts au public à dix personnes ;

CONSIDERANT que ces rassemblements génèrent une densité de personnes et des contacts prolongés de nature à favoriser la propagation du virus

CONSIDÉRANT que l'article 29 du décret n 2021-699 du 1 r juin 2021 habilite le préfet à interdire, à restreindre ou à réglementer, par des mesures r glementaires ou individuelles, les activités qui ne sont pas interdites en vertu du titre relatif aux dispositions concernant les établissements et activités ;

SUR proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet :

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Les concerts improvisés sur la voie publique sont interdits du lundi 21 juin 2021   14h00 au mardi 22 juin 2021   8h00 en raison de l'interdiction de regroupement sur la voie publique de plus de 10 personnes prévue par le décret n  2021-699 du 1er juin 2021 modifié ;

ARTICLE 2 : Les concerts dans les cafés et restaurants sont autorisés dans le respect de la distanciation et des gestes barrières. Les concerts dans les établissements recevant du public dédiés à l'accueil de manifestations culturelles ou artistiques sont autorisés dans le respect de la distanciation et des gestes barrières.

ARTICLE 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, le directeur départemental de la sécurité publique, et les maires du département du Territoire de Belfort sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait   Belfort, le 18 juin 2021

Le préfet

Jean-Marie GIRIER

Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Territoire de Belfort et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur.

Conformément aux dispositions des articles R 421-1   R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr